

Clés du succès et recommandations

- L'engagement politique pour la nutrition a été démontré par un financement gouvernemental croissant des activités et programmes coordonnés pas la CLM, ce qui doit continuer : les services de nutrition durablement institutionnalisés devront venir du gouvernement.
- la communauté nucléaire de nutrition au Sénégal doit rester engagée à développer l'élan actuel en faveur de la nutrition, en aidant les secteurs connexes à comprendre pourquoi et comment ils pourraient intégrer la nutrition.
- L'engagement dans des mouvements internationaux pour la nutrition devrait être encouragé et la participation devrait être étendue afin d'inclure les universitaires et le secteur privé du Sénégal.
- L'éducation nutritionnelle, de la sensibilisation des enfants à la formation universitaire, va continuer à jouer un rôle majeur dans le développement la prochaine génération de leaders en nutrition. L'inclusion de la nutrition dans le curriculum des disciplines académiques connexes permettrait d'augmenter la sensibilisation multisectorielle à la nutrition.
- La révision de la Lettre de politique de Nutrition (2001) en nouvelle Politique nationale de développement de la nutrition (2015-2025) compte sur un haut niveau d'engagement et de participation multisectoriels. Bien qu'il s'agisse d'un vrai défi, ce type de collaboration est celui qui a le meilleur potentiel pour augmenter la cohérence de l'action en nutrition.
- Les politiques sectorielles individuelles (Agriculture, Éducation, etc.) n'ont pas assez d'indicateurs nutritionnels, ni n'allouent (suffisamment) de budget à la nutrition. La nutrition devra être mieux intégrée dans les autres politiques sectorielles, en soulignant son rôle non seulement comme un résultat mais aussi comme un contributeur à l'atteinte des objectifs spécifiques de ces politiques.
- Le leadership doit continuer à être développé au niveau local, où il existe encore une déconnexion entre l'engagement du niveau national et la mise en œuvre des services de nutrition et de santé. La révision planifiée des nomenclatures budgétaires devrait responsabiliser les gouvernements locaux mais doit s'accompagner d'efforts pour augmenter la sensibilisation à la nutrition des leaders locaux.
- Il sera important de continuer à travailler à l'expansion de la portée géographique des sites de nutrition pour que les services puissent toucher les populations les plus reculées.
- Une charge de travail individuelle appropriée reflétant la nature volontaire de la participation des relais pourrait être maintenue en étendant graduellement le réseau de volontaires formés. Par ailleurs, des motivations non financières innovantes devraient être recherchées.
- Lors de la phase finale d'institutionnalisation du PRN, il sera important d'assurer le suivi avec les agences d'exécution afin de confirmer leur motivation et leurs moyens. Comme il est prévu que le PRN « passe la main » aux ONG, aux gouvernements locaux et aux agences de développement locales, il faudra s'assurer de la bonne réalisation de ce processus.

Credits

Ce résumé est extrait d'un projet de recherche réalisé par :
Haile Kampman, Seollee Park, Rahul Rawat, Elodie Becquey et Amanda Zongrone

Lectures complémentaires

www.transformnutrition.org/stories_of_change
<http://nourishingmillions.ifpri.info>



Stories of Change in Nutrition [Histoires du changement en nutrition] est une série de plusieurs études de cas structurées dans 6 pays : Bangladesh, Népal, Odisha (Inde), Ethiopie, Sénégal et Zambie. Ces "histoires" visent à améliorer notre compréhension de ce qui suscite un impact dans la réduction de la malnutrition et de la manière dont les environnements favorables, les politiques de nutrition et les processus de mise en œuvre, peuvent être exploités et soutenus.

Ce travail est financé par CIFF et DFID à travers *Transform Nutrition*.

Web www.transformnutrition.org/stories_of_change Twitter #nutritionstories

Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles des fondateurs.

Stories of Change in Nutrition

UN RÉSUMÉ DE RECHERCHE JUILLET 2016

Résumé-Pays

Sénégal



HAILE KAMPMAN

Contexte

Le Sénégal a réalisé des progrès évidents en matière de nutrition ces dernières années et le pays est souvent considéré comme un exemple de réussite en ce qui concerne la réduction du retard de croissance, malgré certains défis qu'il reste à relever. En identifiant les facteurs qui ont contribué à ce changement positif, la communauté de la nutrition pourrait tirer des enseignements des réussites et des défis de l'histoire du changement en nutrition du Sénégal.

Ce résumé présente brièvement les conclusions d'un projet d'étude intitulé *Stories of Change in Nutrition in Sénégal* ou *Histoires du changement en nutrition au Sénégal*. Son objectif est de raconter une histoire qui aide à expliquer les facteurs imbriqués ayant contribué à la réduction de la malnutrition au Sénégal, dans l'espoir de déboucher sur des impacts de plus grande envergure en termes d'engagement politique et de cohérence des politiques dans le domaine de la nutrition.

Principales conclusions

Moteurs de la réduction du retard de croissance

Sur la base des données quantitatives, les conclusions montrent que l'accumulation de richesses est le facteur dominant pour expliquer la réduction du retard de croissance, suivie par l'amélioration des soins médicaux et celle du niveau d'instruction des parents. Ces facteurs ont peut-être eu cet effet particulier sur la réduction du retard de croissance parce qu'ils se sont produits en même temps que des avancées importantes dans l'environnement favorable à la nutrition au Sénégal.

Engager les acteurs multisectoriels

Fondamentalement, la mise en place d'un environnement favorable à la nutrition au Sénégal dépend du degré de

compréhension des acteurs principaux sur la question complexe de la nutrition, et du degré d'importance qu'ils accordent à cette question. Au cours des 15 dernières années, la sensibilité à l'importance de la nutrition a augmenté au Sénégal parmi les acteurs du gouvernement, des agences internationales, des organismes à but non lucratifs et du milieu universitaire. Les secteurs tels que l'agriculture, la santé et l'éducation, ont montré une prise de conscience croissante de l'importance de la nutrition et du fait que le changement en nutrition est le fruit d'un effort conjoint exigeant des engagements à plusieurs niveaux. Or, la nutrition en tant que discipline a historiquement été « sans domicile fixe » ; le problème de tout le monde, et de personne. Cette prise de conscience multisectorielle ouvre la voie d'un engagement accru envers la nutrition à travers des changements stratégiques et des changements politiques.

Cette prise de conscience multisectorielle ouvre la voie d'un engagement accru envers la nutrition à travers des changements stratégiques et des changements politiques.

Le Gouvernement affirme son engagement envers la nutrition

L'augmentation significative de l'engagement du Gouvernement a largement contribué aux changements en nutrition au Sénégal. Tout commence au début des années 2000 quand trois principaux changements ont porté le pays vers un nouveau degré d'engagement politique : la fin d'un programme national de nutrition (le PNC), l'établissement d'une nouvelle agence de coordination nationale pour la nutrition (la CLM) et le lancement d'un nouveau programme national de nutrition (le PRN).

Le premier changement qui a suscité un renouvellement de l'engagement politique a été la fin du « Programme

de Nutrition Communautaire – PNC » (1994-2000). S'attaquant à la malnutrition et au chômage, le PNC avait été largement formaté par le contexte politique et économique dans lequel il avait été créé. Il avait été lancé dans le cadre des ajustements structurels en réponse à la crise économique causée par la dévaluation de la monnaie sénégalaise (le CFA). Le Gouvernement avait besoin d'une solution efficace et rapide aux problèmes du chômage et de la malnutrition infantile. Pour des raisons de rapidité et d'efficacité, le Gouvernement avait choisi d'exécuter le PNC à travers une agence d'exécution qui s'appuyait sur des microentrepreneurs privés. Un certain nombre d'intervenants du domaine de la nutrition ont été surpris qu'un tel programme ne soit pas exécuté par le Gouvernement, et d'aucuns pensaient que le recours aux microentreprises privées limitait l'efficacité à long terme. Le PNC a soulevé de nombreuses questions sur « l'appartenance » de la nutrition et sur la question de savoir quel secteur doit se « l'approprier ». En 2000, compte tenu de l'expérience du PNC, le besoin d'un ancrage institutionnel de la nutrition est devenu de plus en plus évident.

Cela a entraîné le deuxième changement politique majeur : la création de la Cellule de Lutte contre la Malnutrition – CLM en 2001. **La CLM est un organe de coordination de la nutrition logé à la Primature et sa création a probablement été le changement le plus significatif des quinze dernières années en faveur de la nutrition au Sénégal.** La CLM a répondu à un besoin criant. Précédemment, il n'existait aucun groupe ni aucune agence ayant la capacité d'assumer un engagement institutionnalisé et durable envers la nutrition. Pour la première fois, le Sénégal disposait d'une plateforme légitime pour un leadership en matière de nutrition, et d'un réseau d'engagements multisectoriels. En tant qu'organe de coordination, la CLM n'appartient pas à un seul secteur, mais peut être vue comme le lien qui maintient la cohésion du réseau de nutrition à travers les secteurs. Ses ramifications à travers plusieurs secteurs représentent sa principale force. La CLM encourage l'engagement envers la nutrition en fournissant une plateforme sur laquelle la communauté de la nutrition peut s'appuyer pour grandir en taille et en influence, permettant ainsi aux leaders de la nutrition de centraliser et de coordonner leurs efforts avec un haut niveau de soutien politique.

Le troisième changement politique majeur s'est également produit en 2001, en même temps que la CLM. Un nouveau programme national de nutrition a été lancé, le Programme de Renforcement de la Nutrition – PRN. La CLM a fourni les outils nécessaires pour le fonctionnement du PRN et lui a fourni un « ancrage » au sein d'une institution, ce qui manquait au PNC. Le PRN a été structuré de manière à susciter un nouveau degré d'engagement de la communauté en intégrant un réseau plus large d'exécutants. Les agences d'exécution du PRN sont composées d'un réseau d'associations déjà existantes et d'ONG, en lien avec les collectivités locales. **Cette structuration, mettait ainsi le volet 'mise en œuvre' entre les mains d'organisations déjà bien établies dans les communautés locales.**

La création de la CLM et du PRN témoigne d'un engagement institutionnel et programmatique. Le soutien apporté à ces programmes a aussi été une avancée remarquable dans l'intégration de la nutrition dans les politiques.

La nutrition à l'œuvre dans les politiques et les programmes

La priorisation de la nutrition au niveau politique est de plus en plus visible dans les politiques sectorielles, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation et, d'une

certaine manière, dans le secteur agricole. Ceci dit, les changements les plus remarquables ont été constatés dans la politique de nutrition elle-même.

Au cours des quinze dernières années, le Sénégal a connu deux politiques nationales de la nutrition : la Lettre de Politique de Nutrition (2001-2014) et la Politique Nationale de Développement de la Nutrition (2015-2025). Les changements réalisés dans la nouvelle politique de nutrition reflètent un long processus multisectoriel de révision, guidé par une nouvelle vision collective de la nutrition. Les principaux changements constatés dans la nouvelle politique de nutrition reflètent une nouvelle **approche multisectorielle de l'action**, accompagnée d'une définition claire du rôle de chaque acteur et d'une voie plus dégagée vers un plan d'action. La nouvelle politique de nutrition met un accent renouvelé sur les déterminants structurels de la nutrition, reconnaissant que ce domaine couvre plusieurs secteurs. La reconnaissance de cet aspect multisectoriel est importante pour établir l'engagement. En divisant les questions de nutrition en « sections » compréhensibles et réalisables, le Gouvernement montre qu'il envisage sérieusement la création d'un changement et précise son mode d'action.

Le processus de révision réalisé dans la période entre la Lettre de Politique de Nutrition et la nouvelle Politique Nationale de Développement de la Nutrition est un facteur significatif, étant donné qu'il s'agissait d'un **processus participatif impliquant la contribution d'intervenants provenant de plusieurs secteurs**. La nouvelle politique reflète et intègre les orientations mondiales en matière de nutrition. Elle s'inscrit dans la vaste orientation définie par le mouvement international SUN (*Scaling Up Nutrition*), le Rapport Mondial sur la Nutrition, la série de publications sur la nutrition de la revue scientifique influente Lancet (2013), ainsi que le Plan d'Action du Sommet Mondial de l'Alimentation et la Déclaration de Rome.

Étant donné que la nouvelle politique de nutrition n'a été lancée que l'année dernière, il est encore tôt pour tirer des conclusions sur les futurs défis de cette politique. Parmi tous les autres secteurs, cependant, le défi de l'intégration de la nutrition est plutôt clair. Dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'agriculture, bien que de nettes améliorations se soient produites, on constate une pénurie d'indicateurs et un manque évident de budgétisation pour la nutrition. Comme on peut s'y attendre, on note souvent un conflit d'intérêt concernant les priorités à suivre par chaque secteur, lesquelles priorités ne s'alignent pas toujours avec les priorités de la nutrition.

Adopter une vision à long terme

Il est clair que la CLM et le PRN témoignent de nouveaux degrés d'engagement envers la nutrition au Sénégal. Leur rôle n'a pas seulement été d'initier le changement, mais aussi d'associer les réalisations et d'établir la cohérence dans l'action.

La CLM a été l'acteur principal dans l'établissement de la cohérence de l'action au niveau institutionnel. En tant que premier organe de coordination national, **la CLM a relié entre eux des secteurs tels que la santé, l'éducation et l'agriculture, et a facilité l'intégration de la nutrition dans leurs agendas**. La CLM oriente l'action pour la nutrition au niveau national, en donnant

Les changements réalisés dans la nouvelle politique de nutrition reflètent un long processus multisectoriel de révision, guidé par une nouvelle vision collective de la nutrition.

une image claire des objectifs du pays. Cependant, un défi majeur persiste en ce que la CLM n'a pas l'autorité de faire respecter la mise en œuvre de cette collaboration : le futur de la cohérence dans l'action dépend donc dans une certaine mesure de la bonne volonté des secteurs engagés. Il est possible de renforcer les liens entre les différents secteurs, mais plusieurs d'entre eux sont freinés dans leur action à cause d'un manque d'initiative interne principalement dû à l'absence de budget pour la nutrition. Le défi de l'autorité de la CLM est spécifiquement relevé par la nouvelle Politique Nationale de Développement de la Nutrition : elle inclut des mesures politiques clés impliquant la révision du cadre institutionnel et légal de la CLM, afin de renforcer ses capacités et son rôle dans la coordination.

Il convient de noter également l'importance de la capacité de coordination et de travail conjoint des différents secteurs. Le PRN a eu une grande influence dans la facilitation de la coopération entre les différents secteurs. Au cours de sa création, le PRN a recueilli le soutien d'un nombre significatif de ministères, y compris les ministères de l'Agriculture, de la Santé, de l'Éducation, du Commerce et de la Pêche. Encore une fois, le principal défi pour une coordination durable et significative, est de disposer du budget correspondant. Il n'existe pas de solution miracle à cette question du financement, étant donnée la diversité des contextes pour les différents secteurs. La nouvelle Politique Nationale de Développement de la Nutrition répond à ce défi par l'identification de cinq sources de financement. Toutefois, l'initiative doit dans le moyen et long terme venir des différents secteurs – qui ont leurs propres priorités et leurs propres défis.

Les communautés sont de plus en plus sensibles à la nutrition

Au sens large, le changement au niveau communautaire a été un objectif spécifique du Gouvernement depuis plus de vingt ans. En 1994, le Gouvernement a passé une réforme de décentralisation qui a transféré des compétences aux administrations locales, leur donnant ainsi plus de pouvoir dans la prise de décision. Cette approche a précédé le PRN et se reflète dans la structure de ce dernier qui permet aux administrations locales de jouer un rôle de leaders.

Les changements de sensibilisation à la nutrition constatés au cours des 15 dernières années sont le résultat d'un certain nombre de facteurs ; mais, ils sont aussi manifestement révélateurs d'une augmentation des services délivrés par le PRN. Une des particularités majeures du PRN a été **d'introduire un vaste réseau d'agents de santé volontaires – les Relais**, qui réalisent des dépistages mensuels visant à détecter et à traiter la malnutrition chez les jeunes enfants, à transférer les cas pertinents de malnutrition aiguë sévère à un prestataire de santé qualifié et à sensibiliser les mères bénéficiaires. **Les niveaux de connaissance sur les comportements clés parmi les Relais et parmi les mères qui bénéficient des soins ont augmenté.** De même que la sensibilisation à la nutrition parmi les leaders communautaires. Les personnes-cibles bénéficiaires du PRN évoquent les avantages des services fournis, appréciant le meilleur accès au dépistage, aux vaccinations et aux soins pour les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère et modérée. De plus, des changements de comportement sont notés à travers une meilleure sensibilisation à l'importance de l'allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois de vie et aux régimes nutritifs pour la mère et l'enfant. Bien que la présence du PRN soit bien établie, les perspectives sont bien entendu mitigées. En effet, la fourniture des services dépend de la proximité des villages avec la ville ou les



HAILE KAMPYAN

structures sanitaires ; et certaines bonnes pratiques restent difficiles à concilier avec les pratiques traditionnelles.

Mais le défi au niveau communautaire est principalement financier : étant donné que de nombreuses activités du PRN sont basées sur le travail bénévole, la durabilité à long terme est une préoccupation majeure. De nombreux Relais ont exprimé des émotions allant de la frustration au pessimisme en ce qui concerne le futur de la mise en œuvre du PRN s'il reste basé sur le travail bénévole.

Conclusion

Il y a tout lieu de croire que le progrès durable dans la lutte contre la malnutrition est possible au Sénégal. L'élément le plus remarquable est probablement la portée du changement dans le paysage institutionnel, essentiel pour assurer le succès futur. En tout juste quinze ans, un organe de coordination de la nutrition a été établi – la CLM – et ancré sous les plus hautes autorités politiques. Le programme national de nutrition – le PRN – engage les populations locales et évalue les résultats, augmentant de manière substantielle la portée et la qualité des services délivrés en matière de nutrition. Le changement a été principalement porté par un engagement politique fort et obtenu à travers une cohérence toujours plus grande entre plusieurs secteurs dont le travail touche à la nutrition. Grâce à une sensibilisation croissante sur la nécessité d'une approche multisectorielle de la nutrition, la coordination entre les politiques et la communauté se développe. Au niveau local, les agents relais communautaires mettent les politiques en pratique et améliorent de manière substantielle la qualité et la portée des services de nutrition à l'échelle nationale.

À l'avenir, des défis restent à relever pour continuer à transformer la sensibilisation en actions concrètes : la principale difficulté étant le financement. Dans le cas du Sénégal, la plupart des éléments de base sont déjà en place : le problème n'est pas technique, mais financier. Au niveau de l'élaboration des politiques, les secteurs ont besoin de davantage de ressources financières pour incorporer et budgétiser la nutrition dans leurs mandats. Au niveau communautaire, les administrations locales ont besoin d'argent pour intégrer la nutrition dans les plans de développement locaux. Les agents relais communautaires, quant à eux, ont besoin d'une motivation financière pour assurer une prestation de services durable au niveau des villages. L'histoire du changement en nutrition au Sénégal est un processus en cours et, à la lumière des progrès déjà réalisés, le pays semble prêt à s'ouvrir à de nouveaux horizons.

▲ Un relais révisant sa boîte à images avant de mener une causerie de groupe sur la nutrition avec des mères.